

Nouveau scandale politico-judiciaire au Japon :

Arrestation de l'ex-Ministre de la Justice et de son épouse sénatrice

Jean-Yves Colin, chercheur associé à Asia Centre

Il y a environ un mois Hiromu Kurokawa, chef du bureau des procureurs du Parquet de Tokyo, était contraint à la démission (cf. Brève Asia Centre du 22 mai). Tout récemment, le jeudi 18 juin dernier, l'ex-Ministre de la Justice Katsuyuki Kawai et son épouse Anri, sénatrice élue dans la région d'Hiroshima, ont été arrêtés à Tokyo.

A priori rien ne semble rapprocher ces deux événements politico-judiciaires sinon une proximité temporelle. La démission du chef du bureau des procureurs poussée par l'actuelle Ministre de la Justice du Gouvernement Abe, Mme Masako Mori, était liée à la réaction de l'opinion publique suite à la révélation de parties de mahjong nocturnes de Hiromu Kurokawa avec des journalistes en pleine période de Covid-19. L'arrestation de l'ex-Ministre et son épouse résulte de versements destinés à faciliter l'élection de cette dernière, d'un montant de 24.7 millions de JPY (l'équivalent d'environ 200 000 €) à 94 personnes dont 40 dans la circonscription électorale où a été élue Kawai Anri en juillet 2019. Les procureurs de Hiroshima avaient lancé leur enquête en janvier 2020, retrouvé une liste établie par le secrétaire particulier du couple et saisi l'ordinateur de l'ex-Ministre. Ce dernier a reconnu les faits tout en les minimisant.

Cette arrestation est devenue une affaire politique car Katsuyuki Kawai est un homme politique que la presse nipponne présente comme un proche du Premier Ministre. Avant de devenir Ministre de la Justice, pour une courte période d'ailleurs, il a été son conseiller diplomatique et également montré une attitude de fermeté nationaliste en matière de politique régionale et internationale. La presse se plaît aujourd'hui à souligner cette proximité en publiant des photos d'un déplacement de Shinzo Abe à Hiroshima pour soutenir la candidate Anri Kawai.

Le montant en jeu est faible, surtout rapporté au nombre de bénéficiaires, mais au-delà du montant individuel autorisé. Il n'a rien à voir avec ceux des scandales Lockheed et Recruit de grande ampleur, qui ont respectivement amené à la démission des Premiers Ministres Tanaka et Takeshita dans la première moitié des années 1970 et à la fin des années 1980. Cependant au Japon comme dans beaucoup d'autres démocraties, la tolérance vis-à-vis de pratiques autrefois usuelles et admises, comme celle de donation en argent liquide ou de cadeaux auprès d'électeurs ou d'intermédiaires pour « acheter » des votes qu'on reproche aux époux Kawai, a fortement reculé. De plus la presse japonaise de droite ou de gauche se porte volontiers en arbitre des vertus et de moralité, ce qui a aussi pour effet de doper ses ventes ou son audience.

Surtout ce nouveau scandale arrive après plusieurs autres. On peut notamment citer les départs en 2014 des Ministres de l'Economie, Mme Yuko Obuchi, et de la Justice, Mme Midori Matsushima, elles-aussi accusées d'utilisation de sommes d'argent pour financer des cadeaux

privés et de distribution d'éventails à usage électoral hors des périodes légales. En 2017 Shinzo Abe lui-même est soupçonné de trafic d'influence au profit de deux écoles (Morimoto Gakuen et Kake Gakuen) dirigées par des proches ; ces deux affaires toujours en cours sont comme un « sparadrap » pour le Premier Ministre.

Enfin ce scandale arrive à un mauvais moment. L'opinion publique japonaise reproche à Shinzo Abe son hésitation à annuler les Jeux Olympiques de l'été 2020 désormais reportés à 2021, et sa gestion de la crise du Covid-19 malgré des résultats somme toute satisfaisants (moins de 1000 morts au 24 juin). La presse fait état de possibles dissensions entre le Premier Ministre et son puissant directeur de cabinet Yoshihide Suga pour montrer que le « clan Abe » se délite. En revanche Mme Yuriko Koike, Maire de Tokyo, gagne en popularité à l'aune du Covid-19 ; également conservatrice mais sans affiliation directe au Parti Libéral Démocrate (PLD), elle est parfois présentée comme une candidate possible à la succession de Shinzo Abe dont le troisième mandat de secrétaire général du PLD et donc de celui de Premier Ministre arrive à son terme en septembre 2021.

Au-delà des faits reprochés aux époux Kawai ce nouveau scandale illustre les relations difficiles entre les pouvoirs politique et judiciaire au Japon, imprégnées de méfiance réciproque. Les hommes et femmes politiques y ont longtemps vécu selon leurs propres règles enracinées dans des traditions très anciennes aujourd'hui contestées ; l'omnipotence du PLD au pouvoir quasiment ininterrompu depuis l'après-guerre malgré quelques courts gouvernements d'opposition socialiste puis social-démocrate a confortée des pratiques auxquelles les partis alliés au PLD ou d'opposition ont aussi eu recours. Les procureurs, tout en maintenant des contacts avec le monde politique, sont jaloux de leurs prérogatives, cultivent leur imprévisibilité et la font mettre en lumière par la presse. L'affaire Ghosn a été emblématique de leur comportement dans le cas d'un étranger ; celle des époux Kawai le souligne en politique intérieure. Cependant depuis les années 1990, dans un contexte économique qui avait perdu sa dynamique des années d'après-guerre, et sous un regard de plus en plus réprobateur des japonais, cette tension entre ces deux pouvoirs a néanmoins permis un progressif encadrement et bénéfique recul de ces pratiques.